UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse des dépenses festives au Burundi sous le prisme de l•économie du bonheur

NTAWIRATSA Rédempteur

2024
UB, CURDES no 20
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1154

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

ANALYSE DES DEPENSES FESTIVES AU BURUNDI SOUS LE PRISME DE L'ECONOMIE DU BONHEUR

NTAWIRATSA Rédempteur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université du Burundi ;

Résumé

Identifier les déterminants des dépenses festives au Burundi, tel est l'objectif de cette recherche. Sous l'éclairage de l'Economie du bonheur, cette étude s'est nourrie de la base de données de l'Enquête Intégrée sur les Conditions de Vie de Ménage au Burundi, édition 2019-2020 (EICVMB 2019-2020) et est arrivée aux résultats suivants : la part du budget consacré aux festivités diminue de 2.3% selon que le ménage est monétairement pauvre, les familles nombreuses consacrent légèrement plus de revenus aux festivités (0.8% de plus) que les ménages de petite taille, les chefs de ménage plus âgés affectent moins de ressources aux dépenses festives (2.28% de moins), les ménages dirigés par les femmes accordent légèrement plus d'importance aux festivités que ceux dirigés par les hommes à concurrence de 0.68%, les ménages ruraux dépensent environ 4.01% de plus que les citadins, à revenu égal,

la part du budget allouée aux festivités n'est aucunement influencée par le niveau d'instruction. Ce travail éclaire les décideurs politiques sur l'ampleur des dépenses festives et pourrait servir d'outil de plaidoyer en faveur de la réduction de telles consommations qu'il faudrait partiellement substituer à l'épargne et l'investissement, en droite ligne avec l'entrepreneuriat, leitmotiv du discours politique actuel pour combattre la pauvreté.

Mots-clés : Economie du bonheur, EICVMB 2019-2020, dépenses festives.

I. Introduction

Au Burundi, les différents chocs subis par la population ces trois dernières décennies (guerre civile de 1993-2005, crise électorale de 2015, covid-19 et guerre russo-ukrainienne) ont diminué les revenus des ménages et aggravé l'indigence. D'après les résultats de l'Enquête Intégrée sur les Conditions de Vie de Ménage au Burundi, édition 2019-2020, (EICVMB, 2019-2020), plus de la moitié de la population (51.15%) est monétairement pauvre. Cependant, les ménages burundais continuent à allouer, en moyenne, 8.37% de leurs budgets aux dépenses festives (EICVMB, 2019-2020). Une telle allocation des revenus ne semble pas rencontrer la politique du régime actuel mis en place en 2020. En effet, le conseil des ministres du 8 septembre 2021 a interdit les fêtes en semaine pour lutter contre la propagation du Covid-19. Cette décision gouvernementale ayant été maintenue après la suspension d'autres mesures de précaution contre cette maladie, on peut présumer que le maintien de cette interdiction a pour finalité de réduire le temps consacré aux fêtes dont les préparatifs grignotent certainement sur la plage horaire officiellement réservée au travail des ménages. Parallèlement, ces derniers ont spontanément décidé de combiner certaines cérémonies qui, jusqu'alors, étaient séparément organisées. C'est le cas de l'enterrement et de la levée de deuil partielle d'une part, de la remise de dot, du mariage civil et religieux,

de la levée de voile, d'autre part. « Leur impact sur le fonctionnement de la société, et singulièrement sur les solidarités communautaires, augure d'un processus irréversible de dysfonctionnement des normes traditionnelles et d'une recomposition des contrats solidaires et sociaux. La crise de solidarité se conjugue désormais avec une logique utilitariste explicite à travers l'ère du donnant-donnant ». (Vidal, 1992).

Ce tiraillement de la société burundaise entre le respect de la tradition et le réalisme économique méritent un éclairage par l'Economie du bonheur. L'analyse des données microéconomiques démontre qu'à partir d'un certain seuil de revenu, la qualité de la vie sociale a un impact plus durable sur la satisfaction qu'une augmentation de salaire. Être entouré de personnes que l'on aime semble très important et a un effet plus durable qu'une augmentation de revenu (Easterlin, R.A, 2003).

Cependant, en dépit de l'attachement à la tradition, la société burundaise est contrainte de réduire la part des dépenses festives dans les dépenses totales. En d'autres termes, les dépenses festives sont une fonction positive des revenus des ménages. La récente mesure du gouvernement interdisant les fêtes en semaine s'ajoutant à la programmation de plusieurs festivités le même jour semblent témoigner du « crépuscule des temps anciens ».

La question-pivot à laquelle le présent travail tente de répondre consiste à justifier des dépenses festives dans l'une économie des plus faibles de la planète, le Burundi. Pourquoi, même les monétairement pauvres, consacrent-ils pas moins 7.7% de leurs budgets aux dépenses festives ? Altruisme ou placement social déguisé ? Ces interrogations nous auront conduits à aborder successivement la revue de la littérautre pour en tirer une grille de lecture ad hoc, la méthodologie et l'interprétation des résultats du modèle multi-varié estimé sur base des résultats l'EICVMB 2019-202. Et ce, avant de le coiffer par une conclusion.

II. Revue de la littérature sur l'économie du bonheur

Choisir d'analyser les dépenses festives est à la fois déroutant et excitant. Déroutant parce qu'il est difficile de trouver une grille de lecture spécifique à une seule discipline scientifique tant il est vrai que les activités festives sont censées répondre à une multiplicité de besoins, autres que matériels. Cette aventure nous balade facilement de la Psychologie à l'Economie, en passant par la Sociologie ou l'Anthropologie. Et comme économiste, on accepte d'être la cible des critiques de l'« impérialisme économique » (Gautié, 2007 cité par Davoine, 2009, p 908).

En même temps, cette audace rend la recherche excitante car elle nous amène non pas à des incursions dans des champs de recherche qui nous sont étrangers mais à un dialogue avec les sciences connexes, au savoir desquelles nous recourons pour aborder ce sujet aux multiples facettes. Et ce, sans revendiquer aucune spécialisation dans ces disciplines auxquelles nous empruntons savoir et méthodologie. Bien plus, nous redécouvrons un aspect important mis en avant par les premiers utilitaristes selon lesquels les besoins de l'homme ne sauraient se réduire aux désirs matériels et égoïstes (Vergara, 2005). Selon ces pères de l'utilitarisme, les plaisirs peuvent revêtir un caractère intellectuel ou altruiste (Davoine, 2009). De l'extension du champ de recherche de l'Economie à la dimension immatérielle des besoins de l'homme est née l'Economie du bonheur.

Depuis l'article séminal de cette branche de l'Economie à l'actif d'Easterlin (1974), il serait illusoire de se cramponner au Produit Intérieur Brut (PIB) ou au revenu national pour jauger le bien-être d'un individu ou d'une nation (Davoine, 2009). Cette assertion est corroborée par plusieurs recherches empiriques. Easterlin (1974) en est arrivé à la conclusion que dans un même pays, les personnes les plus heureuses sont les plus riches mais que cette corrélation entre richesse et bonheur n'était plus vérifiée au niveau agrégé.

En effet, sur le long-terme, il a été constaté qu'aux Etats-Unis l'accroissement de la richesse au cours des années 1960 ne s'accompagnait pas d'une augmentation de la satisfaction. L'interprétation de ce paradoxe apparent dit « paradoxe d'Easterlin », est que les besoins sont relatifs et dépendent du niveau de vie moyen de la société. Oswald (1997) abonde dans le même sens en prouvant qu'à partir d'un certain seuil de développement économique, l'argent ne fait plus le bonheur. Bien d'autres considérations entrent en ligne de compte, notamment dans les sociétés industrielles (Di Tella et Macculloch, 2006). Résumant des multiples enquêtes quantitatives, Layard met en exergue les sources de satisfaction durables : vie familiale, loisirs, liens d'amitié, et souvent aussi la satisfaction liée au travail.

Mais, qu'est-ce donc le bonheur ? Le bonheur est loin d'être la simple satisfaction de désir dans la mesure où la satisfaction de certains désirs ne débouche pas sur le bonheur, et des événements inattendus peuvent rendre heureux (Sumner, 1996 ; Griffin, 1986). Les hommes ne recherchent pas exclusivement le confort matériel et une vie à l'abri de souffrance, mais aussi une certaine stimulation, de la nouveauté, des défis (Scitovsky, 1976, cité par Davoine, L., 2008, p. 6). Le bonheur peut être appréhendé comme un complexe de bien-être à la fois physique, psychologique, intellectuel et social ;

il ne saurait se réduire à une absence de maladies ou de la satisfaction de besoins de nature physiologique.

Quant à l'économie du bonheur, il s'agit d'une branche de l'Economie qui s'intéresse particulièrement aux déterminants du bonheur. Alors que la théorie économique standard s'intéresse essentiellement à la production, la consommation et la distribution de biens marchands, l'économie du bonheur acquiert une portée générale qui fait d'elle une discipline à même d'évaluer les états de la société (Sumner, 1996) et formuler des recommandations de politiques. Ainsi, Schwarz et Strack (1999) trouvent que la variance du bien-être subjectif entre personnes ne serait expliquée qu'à hauteur de moins de 10% par les facteurs socio-économiques sur lesquels l'Etat aurait une certaine influence (mariage, revenu, nombre d'heures de travail, etc.). Avoir à ses côtés des personnes que l'on aime prime durablement sur une augmentation de revenu (Easterlin, 2003). De même, la satisfaction tirée d'une vie de couple harmonieuse et de la présence de nombreux amis est plus avantageuse, en termes de bonheur, qu'une augmentation de richesses matérielles (Frederick et Loewenstein, 1999 ; Layard, 2005).

Bien plus, les économistes rejoignent les psychologues pour reconnaître l'importance de la satisfaction que procure l'atteinte d'objectifs auxquels on croît, d'un travail intéressant (Clark, 2005) permettant la réalisation de soi (Peterson et al.,

2005 ; Ryan et Deci, 2001 ; Sheldon et al., 2004). Par ailleurs, Clark et Oswald (1994) prouvent que les chômeurs sont beaucoup plus malheureux que les travailleurs, qu'ils ne peuvent s'accommoder de leur état, et que la perte de revenu n'explique pas à elle seule ce différentiel de bien-être subjectif. Par là, ils prouvent que le sentiment d'inutilité, de désoeuvrement est si dévastateur qu'il ne saurait être résorbé par les allocations de chômage qui inciteraient les bénéficiaires à l'oisiveté, à renoncer à la recherche active d'un nouvel emploi.

On aura donc compris que l'Economie du bonheur déborde largement les frontières de l'« Economie traditionnelle » et constitue un savant brassage de plusieurs disciplines. En cela, elle semble appropriée pour expliquer les dépenses festives dans l'une des économies les plus faibles de la planète, le Burundi.

Les difficultés rapportées ci-dessus au sujet de la conceptualisation du bonheur se prolongent dans la métrique du bien-être tant il est vrai que l'on ne peut mesurer ce que l'on ne parvient pas à concevoir correctement. Easterlin (1974), souvent présenté comme le père de l'approche actuelle de l'économie du bonheur, considère le bien-être comme une variable ordinale telle qu'un score plus élevé indique un bien-être plus grand, un bonheur plus intense.

Ce score est le plus souvent utilisé par les économistes comme indicateur synthétique du bien-être. Il s'obtient en demandant aux personnes d'évaluer leur niveau de satisfaction de la vie sur une échelle allant de zéro (pas du tout satisfait) à dix (satisfait). Cette approche est vilipendée par plusieurs chercheurs dont Kahneman et al. (1997) qui lui reprochent un biais systématique. Schwarz et Strack (1999) montrent que l'évaluation du bien-être subjectif est potentiellement influencée par ce qu'une personne a vécu un peu plus tôt dans la journée ou son humeur au moment de remplir le questionnaire. Par exemple, ils constatent que la situation météorologique influe sur les réponses des enquêtés : les jours ensoleillés ou pluvieux correspondant respectivement aux scores plus ou moins élevés. Par ailleurs, la séquence des questions pèse sur les réponses. Ainsi, d'après Schwarz et Strack (1999), la corrélation entre la satisfaction avec la vie conjugale et la satisfaction avec la vie en générale augmente significativement lorsque la question sur la satisfaction maritale est posée avant celle sur la satisfaction dans la vie. En outre, si les réponses sont collectées via un entretien téléphonique ou une interview avec un enquêteur, les personnes enquêtées peuvent dissimuler leur mal-être en feignant de baigner dans le bonheur. Enfin, il a été documenté que les facteurs génétiques et l'environnement exercent une influence notable sur le score du bien être subjectif :

50% par les facteurs génétiques, 30 % par l'environnement et les événements auxquels les personnes font face, 20% par leurs comportements (Lyubomirsky 2014).

Nonobstant ces imperfections, le score de bien-être déclaré a été utilisé comme variable latente tandis que les facteurs socio-démographiques, économiques, environnementaux et institutionnels servent de variables indépendantes. Sachant que la variable dépendante est mesurée sur base d'une échelle de notation, les techniques d'estimation logit ou probit normalement ordonnées sont appliquées à la régression multiple.

III. Méthodologie

Pour notre part, les données rapportées dans la base EICVMB 2019-2020 ne nous permettent pas de mesurer le bonheur déclaré car le questionnaire est dépourvu de questions à même de jauger le niveau de bien-être subjectif des individus ou des ménages. En même temps, elles nous commandent une autre approche, approche positiviste. Celle-ci sous-entend que les dépenses festives sont effectuées pour accroître le bonheur des ménages. Elles constituent un investissement social dont le retour peut prendre plusieurs formes : une sorte d'assurance contre des événements heureux ou malheureux qui, jalonnant la trajectoire de la vie humaine (naissance, mariage, décès),

occasionnent des dépenses énormes, au-delà des capacités financières des ménages et nécessitent le concours des amis et connaissances ; le gain de notoriété ou de réputation d'une personne sociable et serviable ; ou tout simplement du divertissement résultant du décor, de la musique, des danses et de la rencontre de nouvelles personnes, etc.

Précisément, cette recherche a pour finalité d'identifier les déterminants socio-économiques des dépenses festives au Burundi. La Méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) sera utilisée pour estimer le modèle ci-après :

$$D_i = \beta_0 + \beta_1 Pauvrete_Menage + \beta_2 lntaille_Menage + \beta_3 lnage_CM + \beta_4 Sexe_CM + \beta_5 Residence_Menage + \beta_6 Instruction_CM$$

Où :

$\boldsymbol{D_i}$: La proportion des dépenses festives dans le budget total du ménage (Dépenses festives/Budget du ménage)

$\boldsymbol{Pauvrete_Menage}$: Situation du ménage par rapport au seuil de pauvreté monétaire. Il s'agit d'une variable dichotomique qui prend la valeur 1 ou 0 selon que le ménage est non-pauvre ou pauvre.

$\boldsymbol{lntaille_Menage}$: Effectif des membres du ménage. Cette variable est linéarisée pour anticiper le problème d'hétéroscédasticité.

$\boldsymbol{lnage_CM}$: Age du chef de ménage linéarisé pour anticiper le problème d'hétéroscédasticité.

Sexe_CM : Sexe du chef de ménage. Il s'agit d'une variable dichotomique qui prend la valeur 1 ou 0 selon que le chef de ménage est masculin ou féminin.

Residence_Menage : Résidence du ménage. Il s'agit d'une variable dichotomique qui prend la valeur 1 ou 0 selon que le ménage réside en milieu urbain ou rural.

Instruction_CM : Niveau d'instruction du chef de ménage. La variable prend la valeur 0, 1, 2 ou 3 selon que le chef de ménage n'a pas fréquenté d'école, a terminé l'école fondamentale, l'école post-fondamentale ou l'enseignement supérieur.

Avant de procéder à l'estimation du modèle, il sied d'établir déjà la relation théorique entre la variable dépendante et les variables explicatives sinon la régression risque d'être taxée de fallacieuse.

Statut de pauvreté monétaire du ménage : à la suite de Easterlin, R.A, (2003) selon lequel à partir d'un certain seuil de revenu, la qualité de la vie sociale a un impact plus durable sur la satisfaction qu'une augmentation de salaire et qu'être entouré de personnes que l'on aime semble très important et a un effet plus durable qu'une augmentation de revenu, nous subdiviserons l'effectif des ménages en deux parties : ceux vivant au-dessus de pauvreté monétaire (valeur 1) et ceux en dessous de seuil (valeur 0).

Nous anticipons un signe positif du coefficient $\beta_1$car il est un lieu commun de penser que les ménages les plus riches affectent une bonne partie de leurs revenus en dépenses festives pour le prestige social.

Taille du ménage : les ménages de grande taille sont supposés avoir tissé des liens sociaux plus denses dont le renforcement passe par l'organisation ou la participation à des fêtes. Pour parer au problème d'hétéroscédasticité, la taille sera mesurée par son logarithme. β_2 est donc présumé positif.

Âge du chef de ménage : quand on s'approche du crépuscule de la vie, le niveau de sociabilité augmente car désireux de laisser une bonne image d'une famille plus altruiste. De quoi anticiper un signe positif de cette variable. Pour parer au problème d'hétéroscédasticité, l'âge sera également mesuré par le logarithme. β_3 est donc présumé négatif.

Sexe du chef de ménage : à revenu égal, les ménages dirigés par les femmes dépensent plus dans les festivités compte tenu de la sociabilité relative des femmes. Le signe anticipé du β_4 est donc négatif.

Résidence du ménage : Il est un lieu commun de penser que les citadins adoptent facilement la culture occidentale réputée plus radine et plus individualiste. Cette acculturation réduit la propension à dépenser pour des fêtes à caractère social mais l'augmente pour d'autres loisirs comme les soirées dansantes,

la fréquentation des restaurants et cabarets. Il est donc hasardeux d'anticiper le signe du coefficient β_5.

Niveau d'instruction du chef de ménage : ceteris paribus, les chefs de ménage plus instruits sont moins enclins aux dépenses festives car plus proches de la culture occidentale, plus radine et plus individualiste. Le niveau d'instruction sera mesuré par différents paliers de l'enseignement, à savoir : sans niveau, fondamental, post fondamental et supérieur. Par conséquent, nous nous attendons à un β_6 négatif.

IV. Résultats et discussions

Du tableau 1 nous apprenons que malgré leur situation de précarité, les ménages pauvres dépenses en moyenne 7.7% de leurs budgets annuels aux festivités même si un quart d'entre eux n'y consacrent aucune ressource. Les ménages non-pauvres font un peu mieux avec 9.08% en moyenne tandis que 25% d'entre eux n'y allouent qu'au plus 1.45%. Par ailleurs la dispersion autour de la moyenne est loin d'être négligeable, étant donné des écart-types de 10.43% et 11.01 respectivement pour les ménages pauvres et non-pauvres. Provisoirement, nous pouvons affirmer que plus la pauvreté diminue la part des dépenses festives dans le budget du ménage.

Tableau 1 : Statistiques descriptives

Paramètres distribution (%) / Statut pauvreté	Moyenne	Ecart-type	Quartile 1	Quartile 2	Quartile 3
Ménages pauvres	7.7	10.43	0	4.11	10.41
Ménages non pauvres	9.08	11.01	1.45	5.58	12.53
Ménages en général	8.37	10.74	0.75	4.83	11.47

***Source** : Par nos soins à partir de l'EICVMB (2019-2020)*

Reste à avoir la confirmation des résultats du modèle énoncé plus haut et rapportés dans le tableau 2. Celui-ci appelle bien d'observations.

Tableau 2 : Résultats du modèle explicatif des dépenses festives au Burundi

Nombre d'observations	8,296			
F(19, 5641)	30.27			
Prob > F	0.000			
R-squared	0.0318			
Adj R-squared	0.0308			
Part des dépenses festives dans le budget du ménage (variable dépendante)	Coefficient	Erreur-type	t	P>t
Pauvreté (base : non pauvre)				
Pauvre	-0.0233732	0.0025839	-9.05	0.000
Log de la taille du ménage	0.0081452	0.0021814	3.73	0.000
Log de l'âge du chef de ménage	-0.0228299	0.0068841	-3.32	0.001
Sexe du chef de ménage				
Féminin (base)	0.0068799	0.0027153	2.53	0.011
Résidence (base : urbain)				
Rural	0.0401671	0.0031386	12.8	0.000
Niveau d'instruction (base : aucun)				
Fondamental	-0.00087	0.0026319	-0.33	0.741

Tableau 2 : Résultats du modèle explicatif des dépenses festives au Burundi

Nombre d'observations	8,296			
F(19, 5641)	30.27			
Prob > F	0.000			
R-squared	0.0318			
Adj R-squared	0.0308			
Part des dépenses festives dans le budget du ménage (variable dépendante)	Coefficient	Erreur-type	t	P>t
Post fondamental	0.0015763	0.0056095	0.28	0.779
Supérieur	-0.0077832	0.0061586	-1.26	0.206
ND	0.0256148	0.0283682	0.9	0.367
_cons	0.0873387	0.0116534	7.49	0

Source : *Résultats de la régression par la méthode des moindres carrés ordinaires à partir de l'EICVMB (2019-2020)*

D'une part, la part du budget consacré aux festivités diminue de 2.3% selon que le ménage est monétairement pauvre. Ce constat confirme nos attentes tant il est vrai que les pauvres accordent la priorité aux besoins fondamentaux, tels que l'alimentation, l'habillement et le logement. Sans nier l'importance de la solidarité, ils n'ont malheureusement pas les moyens de la financer.

Tout le contraire des ménages riches qui, en plus de l'impératif social, visent le prestige et la réputation. Et leurs hôtes ne s'y trompent pas car ils accordent aux riches les places d'honneur, peu importe le degré de parenté qui les lient. Ils sont même invités après les cérémonies communes aux domiciles des ménages ayant organisé ces festivités, à côté des autres proches parents.

D'autre part, les familles nombreuses consacrent légèrement plus de revenus aux festivités (0.8% de plus) que les ménages de petite taille. En effet, le faisceau de relations entre les membres du ménage et les autres est d'autant plus intense que la taille du ménage est grande.

En outre, les chefs de ménage plus âgés affectent moins de ressources aux dépenses festives (2.28% de moins), ce qui contredit nos attentes. Ils semblent donc se concentrer à assurer leurs vieux jours, laissant les fêtes aux plus jeunes qui, en plus de la couverture sociale, se soucient de leur image, leur réputation de personne serviable et sociable.

Concernant le sexe du chef de ménage, les ménages dirigés par les femmes accordent légèrement plus d'importance aux festivités que ceux dirigés par les hommes à concurrence de 0.68%. La relative sociabilité présumée des femmes chefs de ménage est donc corroborée par les résultats du modèle.

Par rapport au lieu de résidence, conformément à nos attentes, les ménages ruraux, réputés encore plus ancrés dans la tradition de solidarité, dépensent environ 4.01% de plus que les citadins,

à revenu égal. Ces derniers subissent une certaine acculturation qui relègue au second plan la solidarité.

Enfin, la part du budget allouée aux festivités n'est aucunement influencée par le niveau d'instruction.

Les explications tentées ci-haut ne sont, à ce stade, que des supputations qui ne peuvent soutenues ou battues en brèche que par des enquêtes auprès des ménages pour récolter des réponses idoines au pourquoi des dépenses festives. Les ménages, en tirent-ils la même satisfaction que lorsqu'ils vont par exemple regarder un match de football, danser dans une boîte de nuit, … ? Et si cet altruisme apparent cachait une stratégie de placement social ? Sinon, pourquoi cette base de données des contributeurs lors de chaque festivité ? Toutes ces interrogations méritent qu'une recherche qualitative y soit consacrée en empruntant la méthodologie à la socio-anthropologie, psychologie et sociologie. Ainsi, les déterminants du bien-être déclaré ou bien-être subjectif seront objectivement captés. De quoi soigner ce goût amer d'un travail inachevé, même si c'est souvent le lot de la quasi-totalité des chercheurs.

V. Conclusion

Qui peut expliquer les dépenses festives des ménages dans une économie parmi les plus faibles de la planète ? Cette question constitue le fil conducteur de la présente recherche. Celle-ci nous aura conduits à visiter l'Economie du bonheur, cette branche de l'Economie qui convoque à la fois le savoir et la méthodologie des disciplines connexes comme la psychologie et la sociologie pour expliquer la satisfaction des besoins humains, autres que matériels. Le bonheur, centre d'intérêt de cette étude, est considéré comme un complexe de bien-être physique, intellectuel et social ; il ne saurait se réduire à l'unique satisfaction des besoins matériels résultant de la consommation des biens marchands. Nous avons donc trouvé dans cette discipline une grille de lecture pour interpréter les données issues de l'EICVMB 2019-2020.

A partir d'un modèle multi-varié faisant de la proportion des dépenses festives dans le budget du ménage une variable dépendante à être expliquée par le statut de pauvreté du ménage, la taille du ménage, l'âge du chef du ménage, son sexe, sa résidence et son niveau d'instruction, nous avons tiré les leçons suivantes : la part du budget consacré aux festivités diminue de 2.3% selon que le ménage est monétairement pauvre, les familles nombreuses consacrent légèrement plus de revenus aux festivités (0.8% de plus) que les ménages de petite taille, les chefs de ménage plus âgés affectent moins de ressources aux dépenses festives (2.28% de moins), les ménages dirigés par les femmes accordent légèrement plus d'importance aux festivités que ceux dirigés par les hommes à concurrence de 0.68%, les ménages ruraux,

réputés encore plus ancrés dans la tradition de solidarité, dépensent environ 4.01% de plus que les citadins, à revenu égal, la part du budget allouée aux festivités n'est aucunement influencée par le niveau d'instruction.

Tout lecteur avisé aura certainement compris que l'interprétation des coefficients affectés aux variables indépendantes est loin de répondre à la question de recherche, à savoir les motivations des dépenses festives. Par conséquent, cette étude ouvre un vaste chantier d'étude de l'Economie du bonheur au Burundi tant il est vrai que les questions posées dans le module des dépenses festives, composante de la base de données EICVMB 2019-2020, n'avaient forcément pas pour finalité de rendre compte des motivations intrinsèques des ménages lorsqu'ils allouent en moyenne 8.37% de leurs budgets aux dépenses festives. Il faudra convoquer le savoir et la méthodologie des sciences connexes à l'Economie, telles que la socio-anthropologie, la psychologie, la sociologie, etc. pour concevoir un questionnaire et une méthodologie à même de répondre aux questions spécifiques de l'Economie du bonheur. Sans verser dans l'auto-flagellation, ce travail ne constitue qu'une introduction à l'Economie du bonheur appliqué aux dépenses festives. Il a donc le mérite d'ouvrir un vaste chantier auquel sont conviés d'autres chercheurs issus de différents horizons scientifiques.

En outre, sans succomber au narcissisme, il éclaire les décideurs politiques sur l'ampleur des dépenses festives de la population burundaise.

Concrètement, cette étude constitue un outil de plaidoyer en faveur de la réduction des dépenses indispensables qu'il serait de bon aloi de partiellement substituer à l'épargne et l'investissement. Et ce, en droite ligne du discours actuel des hautes autorités burundaises, faisant de l'entrepreneuriat un levier essentiel du développement économique, en général, et de l'autonomisation des jeunes et des femmes, en particulier. L'une des qualités d'un bon entrepreneur étant d'être économe, il serait donc contradictoire d'encourager, même passivement, des consommations non indispensables, compte tenu de la précarité de plus de la moitié des ménages burundais.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

Davoine L. (2009). L'économie du bonheur. Quel intérêt pour les politiques publiques?. *Revue économique*, (4).

Davoine, L. (2008). L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ?

Di Tella, R., MacCulloch, R. [2006], « Some uses of happiness Data in economics », Journal of Economic Perspectives, 20 (1), p. 25-46.

Easterlin, R. (1974), « Does Economic Growth Improve the Human Lot? Some Empirical Evidence ». In P. A. David & M. W. Reder (Eds.), Nations and Households in Economic Growth (pp. 88-125). New-York: Academic Press.

Frederick s., Loewenstein G. [1999], « hedonic adaptation », dans Kahneman D., Diener, E. et Schwarz, N. (eds), Well-Being: The Foundations of Hedonic Psychology, New york, The Russel Sage Foundation

Gautié, J. (2007). L'économie à ses frontières (sociologie, psychologie) Quelques pistes. Revue économique, 58(4), 927-939.

Kahneman, D., Wakker, P.P., & Sarin, R. (1997), "Back to Bentham? Explorations of experienced utility", The quarterly journal of economics 112(2), 375-406.

Layard, R. (2007) Happiness: Lessons From a New Science, Penguin Press, 2005, trad. fr. Le prix de bonheur, Armand Colin.

Löwy, I. (2008). La nouvelle économie du bonheur. *Mouvements*, (2), 78-86.

Lyubomirsky, S. (2014), Qu'est-ce qui nous rend vraiment heureux ?, Paris: Arènes Éditions

Oswald, A. [1997], « Happiness and Economic performance », The Economic Journal, 107 (445), p. 1815- 1831.

Peterson, C ., Park, N., Seligman, M . (2005), Orientations to happiness and Life satisfaction: the full Life versus the empty Life, Journal of Happiness Studies, 6 (1), p. 25-41.

Ryan R., Deci, E . [2001], On happiness and human potentials: A review of research on hedonic and eudaimonic well-being », Annual Review of Psychology, 52, p. 141 - 166.

Scitovsky, T. (1976), The Joyless economy. New York: Oxford University Press.

Schwarz, N., & Starck, F. (1999), Reports of subjective well-being: Judgmental processes and their methodological implications. Wellbeing: The foundations of hedonic psychology 7, 67-84

Sheldon K., Ryan r ., Deci E., Kasser T . (2004), The independant effects of Goal contents and motives on well-being: it's both what you pursue and why you pursue it », Personality and Social Psychology Bulletin, 30 (4), p. 475-486.

Sumner, L. W. (1996), Welfare Happiness & Ethics, oxford university press.

Vergara, F. (2005), Utilitarisme et principe d'utilité. Quelques erreurs et confusions, Mimeo

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NTAWIRATSA Rédempteur, Analyse des dépenses festives au Burundi sous le prisme de l'économie du bonheur, pp. 273-296, Cahiers du CURDES n° 20, Mars 2024.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr